

CONTRASTO



UN, DEUX, TROIS
SOLEIL ...

« TCHERNOBYL, FUKUSHIMA »

ÇA SUFFIT, STOP ...

LE NUCLÉAIRE N'EST
PAS UN JEU!

sommaire n° 110

Couverture	
Edito <i>Anne Cécile</i>	3
Protestation explications <i>AC</i>	4
Protestation lettre à Migros Magazine <i>G. Nibbio</i>	5
Suisse Les comptes truqués des centrales nucléaires <i>P. Vanek</i>	6-7
Suisse Mühleberg: demande de soutien aux communes <i>J. Joss</i>	7-8
Suisse Nucléaire Suisse <i>E. Weiss</i>	9
Suisse Stratégie énergétique 2050 <i>E. Weiss</i>	10
France Stop Bugey - Stop ICEDA <i>Anne Cécile</i>	11-12
Japon Fukushima 2013 <i>Ph. Gobet</i>	12-13-14
Usa Déchets nucléaires <i>G. Nibbio</i>	15
Agenda	15-16

L'HISTOIRE SE RÉPÈTE

Dans le Courrier du **16.12.1990**, on pouvait lire:

«Superphénix:

le ciel leur tombe sur la tête: jeudi 13 décembre 1990, peu après 11h, le toit de la salle des machines de Superphénix, le surgénérateur de Creys-Malville, s'est effondré sous le poids de la neige.»

Dans la Tribune de Genève du **14.2.2013** on peut lire:

«Tchernobyl évacué:

Vinci et Bouygues ont évacué «par précaution» leur personnel du site de Tchernobyl après l'effondrement partiel, mardi 12 février 2013, à cause de la neige, du toit de la salle des turbines, située à quelques dizaines de mètres du sarcophage recouvrant le réacteur accidenté en 1986»

ContrAtom

CP 65

CH - 1211 Genève 8

Téléphone/répondeur:

022 740 46 12

www.contrAtom.ch

info@contrAtom.ch

N'hésitez pas à nous appeler pour prendre contact, pour recevoir d'autres documents, pour être informés sur les dates des réunions de notre comité et sur nos activités.

- Tirage 1250 exemplaires
- Graphisme atelier Compub
- Imprimerie du Lion

- Cotisation annuelle

(comprenant l'abonnement au journal): 40.- F
Abonnement au journal uniquement 30.- F
Soutien: 60.- F
ou plus.....

Le CCP de contrAtom est alimenté exclusivement par votre générosité.

Mille mercis à tous ceux et celles qui nous soutiennent CCP 12-13446-0



Découvrez et faites découvrir la revue

S!lence

Ecologie • Alternatives • Non-violence

Abonnement-découverte: 45.- Fr.s les 6 premiers numéros.

Ou abonnement d'un an: 85.- Fr.s les 12 numéros.

Il vous suffit d'envoyer vos coordonnées à **ContrAtom - Case postale 65 - 1211 Genève 8** en demandant soit un bulletin de versement pour l'abonnement soit un numéro d'essai.

Vous pouvez aussi payer directement sur le CCP: 17-497696-4 **ContrAtom-Abonnement Silence-1205 Genève**



Chères, chers ContrAtomistes,

Je vous sens impatient-e-s de connaître les derniers rebondissements des affaires que nous avons actuellement sur le feu! Alors voilà:

En ce qui concerne Mühleberg, nous n'avons, à l'heure où j'écris ces lignes, toujours pas de nouvelles du Tribunal Fédéral (TF) qui doit rendre son jugement par rapport au recours déposé par les Forces Motrices bernoises (FMB), propriétaires de Mühleberg, et le DETEC (Dép. de l'Energie) contre la décision du Tribunal administratif fédéral (TAF) de casser l'autorisation illimitée de fonctionner pour Mühleberg, en fixant un nouveau délai à fin juin 2013 pour raison de sécurité.

Avant de rendre sa décision, le TF donne la parole tour à tour aux recourants et aux opposants qui répondent aux arguments des uns et des autres. Ces « va et vient » entraînent à chaque fois des coûts supplémentaires. Les opposants à Mühleberg étant moins fortunés que les FMB, il est à craindre qu'ils soient contraints d'abandonner la partie, faute d'argent. Pour cette raison, le «Comité Mühleberg-illimité-non» lance un appel aux communes pour les inciter à les aider, notamment sur le plan financier. Vous trouverez copie de cet appel que ContrAtom s'est chargée de diffuser auprès des différentes communes genevoises en page 7

Par ailleurs, deux autres centrales nucléaires sont sur la sellette en ce moment: Gösgen et Leibstadt ont été prises en flagrant délit de tricherie comptable pour embellir leur bilan et cacher les coûts réels qu'entraînent leurs activités. Pour plus de détails sur cette magouille financière, référez-vous à l'article de Pierre Vanek en page 6

Toujours en ce qui concerne l'actualité helvétique, signalons que ContAtom a répondu au questionnaire sur le projet soumis à la consultation de la «stratégie énergétique 2050» de la Confédération. Vous trouverez un résumé de nos réponses en page 10

La radioactivité n'ayant pas de frontières, tournons-nous maintenant vers le Bugey en France voisine, où on assiste actuellement à un sérieux retour de manivelle par rapport au projet de dépôt de déchets radioactifs (ICEDA). Après avoir été stoppés pour cause de non-conformité avec le plan d'urbanisation de la commune de St Vulbas, sur laquelle est implanté le site du Bugey, les travaux risquent de reprendre suite à un changement de ce même plan d'urbanisation accepté par le conseil municipal et qui rend dorénavant possible le dépôt de déchets nucléaires. Pour en savoir plus au sujet de ce tour de passe-passe, lire page 11

Venons en maintenant aux diverses commémorations qui vont avoir lieu prochainement pour ne jamais oublier les tragédies de Fukushima et de Tchernobyl.

Le samedi 9 mars, tout d'abord, une chaîne humaine est agendée dans les rues de Paris dès 13h30, avec 18 lieux de rassemblements. Il s'agit d'encercler les lieux de pouvoir. Certains points de rassemblement auront une thématique particulière. Une petite délégation de ContrAtom se rendra à Paris et prendra place dans la chaîne sur le parvis de la Gare de Lyon (lieu de pouvoir l'ASN, sûreté nucléaire). Pour plus de renseignements sur la chaîne, consultez www.chainehumaine.org

Toujours le 9 mars, un rassemblement silencieux est prévu à Berne dès 13h à la Münsterplatz. Pour en savoir plus www.greenpeace.ch

Le 11 mars, date anniversaire de la catastrophe de Fukushima, un rassemblement aura lieu à 12h devant le Consulat du Japon, 82 rue de Lausanne. Une missive demandant au gouvernement japonais de ne pas rallumer les centrales nucléaires sera transmise aux autorités par l'intermédiaire du Consulat. Un deuxième rendez-vous est fixé à 13h30 à la vigie devant l'OMS à laquelle une lettre sera remise.

Le vendredi 26 avril, à l'occasion du tragique anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl, ContrAtom prévoit une manifestation à 18h à la Place Neuve.

Le 1er mai enfin, je vous invite à participer au traditionnel tronçon antinucléaire au sein du cortège. Tous ces rendez-vous figurent en dernière page sous la rubrique «Agenda»

Le lobby nucléaire est partout, nous aussi!

Courage, les ContrAtomistes, on finira bien par les avoir!

Anne-Cécile

LETTRE DE PROTESTATION DE CONTRATOM ADRESSÉE À MIGROS-MAGAZINE

Dans son numéro du 7 janvier 2013, le journal Migros-Magazine a offert trois pages de publicité inconditionnelle à l'industrie nucléaire en donnant la parole à Bruno Pellaud, ancien directeur général adjoint de l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique dont le rôle est de promouvoir le nucléaire civil). Le discours de ce pronucléaire indéfectible est totalement scandaleux et mensonger!

Quelques exemples:

«Avec le nucléaire le risque zéro existe» (on rêve!)

A propos de l'accident de Fukushima:

«Les centrales de Fukushima étaient sous-équipées, au point même de manquer d'extincteurs. (!!)

Il faut savoir que ce sont des centrales américaines, comme la plupart de nos centrales suisses, mais les nôtres ont été beaucoup modifiées et améliorées» (!!)

A propos des conséquences de la catastrophe:

«Il n'y a pas eu de victimes à Fukushima dues au rayonnement et il n'y en aura probablement pas à l'avenir. La population a été exposée à des doses faibles de 20 à 40 millisieverts, or des centaines de milliers de personnes dans le monde vivent depuis toujours au milieu de doses de rayonnement naturel de même ordre sans que l'on ait observé d'impact sur la santé» (!!)

Et à long terme?

«Selon une règle en usage depuis bientôt cinquante ans, les spécialistes de la radioprotection estiment que le risque de cancer tardif pour une personne ayant reçu une forte dose d'un sievert (soit 1000 millisievert) est de 5%. Moins d'une demi-douzaine d'employés (!!!) des centrales de Fukushima ont été exposés à une dose supérieure à un demi-sievert. Peut-être bien qu'il y aura quelques victimes mais pas au point de parler de catastrophe» (!!)

A propos de nos centrales suisses:

«Après Fukushima, plusieurs ajustements marginaux ont été décrétés. A Mühleberg par exemple, il a été décidé d'installer une source d'eau supplémentaire. Mais nos centrales étaient déjà sûres (A Mühleberg, une chose de sûre: les fissures!) L'âge n'a pas une grande importance parce que presque toutes les pièces d'équipement sont progressivement remplacées à l'intérieur d'une centrale. En outre, l'accusation selon laquelle les entreprises électriques voudraient économiser sur la sécurité n'est chez nous pas fondée (tu parles Charles!) puisqu'elles sont la plupart cantonales et non pas capitalistes» (!!)

A propos de l'initiative des Verts pour une fermeture anticipée des centrales:

«elle va échouer comme ce fut toujours le cas dans le passé...selon une enquête récente (quelle enquête?) 81% des suisses estiment que les centrales actuelles sont sûres. Le nucléaire fera donc encore longtemps partie du paysage suisse, j'en suis persuadé.»

A propos des économies d'énergie:

«ça n'a rien à voir avec le nucléaire, ça n'aide pas à sortir du nucléaire... il ne sert à rien de culpabiliser le citoyen sur sa consommation domestique en l'assénant à coup d'ampoules économiques.» (!!)

Et pour en finir:

son message aux politiciens «N'interdisez pas la technologie nucléaire sous prétexte de Fukushima!»

Et voilà le travail! Il est à espérer que la rédaction de Migros Magazine croule sous une montagne de lettres de protestation après la publication de ce lamentable entretien! ContrAtom bien entendu a envoyé la sienne.

ACR



A lire ci-après

MIGROS MAGAZINE

Rédaction
Case postale 1766
8031 ZURICH

Genève, le 25 janvier 2013

Concerne: réponse apportée à l'entretien accordé à M. Bruno PELLAUD, intitulé «**AVEC LE NUCLEAIRE LE RISQUE ZERO EXISTE**» publié dans votre magazine du 7 janvier 2013

Monsieur le rédacteur en chef,

Nous vous adressons notre réaction dont nous vous saurions gré de bien vouloir publier le contenu dans votre prochaine publication.

Rien n'arrête le chantre du nucléaire pour affirmer des contrevérités car

AVEC LE NUCLEAIRE LE RISQUE ZERO N'EXISTE SURTOUT PAS

«Un mensonge ne peut jamais être effacé : même la vérité n'y suffit pas»
En publiant l'entretien destiné à promouvoir le dernier livre de M. Pellaud, MIGROS magazine se compromet avec les théories des pro-nucléaires et leurs groupes de pression.

Ce n'est pas la première fois que la rédaction de votre magazine donne la parole à des personnes dont tout le parcours professionnel et scientifique a consisté à promouvoir l'énergie nucléaire comportant des risques pour l'humanité toute entière.

A quand la parole offerte aux antinucléaires qui expliqueraient aux lecteurs de ce journal que le nucléaire civil est issu du nucléaire militaire et que les catastrophes de Tchernobyl et de Fukushima ont généré des conséquences sociales et environnementales à jamais réversibles?

Toute la chaîne de production de l'énergie nucléaire comporte des risques spécifiques:

extraction du minerai d'uranium et sa mise en œuvre dans les centrales, transport et traitement des déchets avant leur stockage dans des dépôts restant à créer, démantèlement des centrales dont les solutions et les coûts exorbitants ne sont pas connus à ce jour.

Les propos sans nuance de Bruno Pellaud sont consternants et nous paraissent totalement incompatibles avec le respect de la vie et de l'environnement que semble par ailleurs afficher la coopérative MIGROS.

Nous vous remercions de bien vouloir publier cette lettre et restons à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Veuillez agréer, Monsieur le Rédacteur en chef, nos salutations les meilleures.

CONTRATOM
Gino Nibbio, membre du comité

Copie à la direction de MIGROS Genève

LES COMPTES TRUQUÉS DES CENTRALES NUCLÉAIRES DE GÖSGEN ET DE LEIBSTADT

L'Association Trinationale de Protection Nucléaire (ATPN), qui regroupe des antinucléaires suisses, français et allemands et compte une centaine de communes parmi ses membres, a déposé fin décembre, avec Greenpeace Suisse, une plainte auprès du Ministère public de la Confédération pour faux en écriture contre les centrales nucléaires de Gösgen-Däniken SA et de Leibstadt SA.

En effet, aux bilans de ces centrales, plus de 1,8 milliard non recouvrables ont été portés à l'actif, l'objectif de ces manipulations étant d'imputer à terme les coûts de suivi en matière de démantèlement et de déchets à la Confédération et aux contribuables, comme le permet l'art. 80 de la Loi sur l'énergie nucléaire en cas de défaut des exploitants. Or à fin 2011, il manquait globalement 11,5 milliards de francs de liquidités pour les coûts de suivi en question.

Acrobaties comptables illégales

Aux bilans des deux S.A., celle de Leibstadt (KKL) et celle de Gösgen (KKG), à fin 2011 les valeurs des fonds de désaffectation et de traitement des déchets affichaient 599 millions de plus que les valeurs marchandes desdits fonds. Pour Leibstadt ce sont 238 et pour Gösgen 361 millions qui manquent, ceci alors que, selon le Code des obligations, ces valeurs doivent être estimées au maximum à la valeur du marché.

Par ailleurs, pour Leibstadt les frais d'amortissement pour les opérations de fermeture, de désaffectation et de traitement des déchets ont en outre été portés à l'actif, gonflant le bilan d'un montant de 630 millions. Pour Gösgen, il s'agit de 608 millions. Ici aussi la loi exclut une telle inscription à l'actif de coûts d'amortissement pour les opérations de fermeture, de désaffectation et de traitement des déchets. A fin 2011, apparaissent ainsi en tout dans ces bilans 1.837 milliards d'actifs qui ne devraient pas être portés au bilan n'étant pas recouvrables. Or sans ces «actifs», il n'y aurait plus de capital propre. Ces surévaluations et inscriptions à l'actif sont particulièrement graves dans le cas des deux sociétés susmentionnées parce qu'un redressement financier obligatoire conformément au Code des obligations est ainsi contourné.

Courant nucléaire trop bon marché et sécurité menacée

Suite à cet établissement non conforme de bilan et à cette insuffisance de couverture des coûts de suivi, les coûts des

centrales atomiques et donc de l'énergie nucléaire sont estimés trop bas. La prise en charge des coûts de désaffectation et de traitement des déchets sont repoussés à un futur incertain avec une menace sur la collectivité et les contribuables de devoir assumer ces coûts de suivi.

Dans ce contexte, les autorités de contrôle sont mises sous pression pour prioriser la rentabilité sur la sécurité, sont amenées à n'exiger que des mises à niveau minimales et poussées à accepter des durées d'exploitation plus longues pour des centrales qui devraient être depuis longtemps désaffectées pour raisons de sécurité. Le redressement financier, voire la faillite, desdites centrales est aussi évité par ces manipulations.

Mais ces manipulations de bilan représentent la pointe de l'iceberg d'un problème plus vaste. Pour couvrir le suivi nucléaire il manquait à la fin de l'année 2011 des liquidités à hauteur de plus de 11,5 milliards de francs, selon les chiffres avancés par l'ATPN et Greenpeace, ceci alors que l'Inspection fédérale de la sécurité nucléaire (IFSN) estime possible des écarts de coûts de plus de 30% qui ne sont pas non plus préalablement financés.



Les contribuables à la caisse?

Or après la prolongation d'exploitation des centrales à une période de 50 ans par le Conseil fédéral en décembre 2007, et pendant des années parfois, aucune contribution n'a été faite au fonds de suivi et les exploitants de centrales ont même perçu des remboursements; les réserves de capital des fonds de traitement des déchets ont donc décliné de 3.028 à 2.829 milliards de francs.

La couverture de coûts par les responsables, prévue théoriquement dans la loi, est donc gravement menacée... A signaler que le taux d'intérêt de 5% pris en compte par les exploitants de centrales nucléaires et par le Conseil fédéral pour estimer les rendements desdits fonds contribue à masquer l'insuffisance de couverture réelle. Ceci alors qu'en matière de caisses de pension publique on exige au nom de baisses massives du taux technique à 3.5% des contributions massives pour leur recapitalisation!

Et sans parler du fait que ces problèmes financiers ne sont bien sûr qu'un aspect du problème combiné des déchets et du démantèlement qui n'a pas de solution réellement satisfaisante sur le plan de la sécurité et de la défense de l'environnement.

Imposer le principe du pollueur - payeur

Quoiqu'il en soit, en sus de leur plainte pénale, ATPN et Greenpeace en appellent au Parlement et au Conseil fédéral en leur demandant de prendre les mesures suivantes pour imposer le principe du pollueur - payeur:

1. Les deux S.A. de Leibstadt et de Gösgen ainsi que les fonds de désaffectation et de traitement des déchets doivent être assainis.
2. Les actionnaires des sociétés d'exploitation doivent partager la responsabilité des coûts de suivi.
3. L'ensemble des dépenses de suivi doit être garanti par un fonds indépendant.

4. La loi doit réglementer les durées d'exploitation, sinon le principe du pollueur-payeur pourrait à nouveau être remis en cause par de nouvelles prolongations de la durée de fonctionnement...

5. Le calcul devrait être étalé sur 40 ans d'exploitation selon le principe de précaution.

6. Le législateur devrait demander des réserves pour divers coûts supplémentaires éventuels.

Comme dans d'autres pays (par ex. la Finlande), l'autorisation d'exploitation devrait par ailleurs être immédiatement retirée en cas d'absence de garantie de financement...

Pierre VANEK

Contratom relaye l'appel aux communes genevoises des opposants à Mühleberg

Komitee Mühleberg - Ver - fahren Comité Muhleberg - illimité - non

www.muehleberg-ver-fahren.ch www.muhleberg-illimite-non.ch

Berne, le 31 janvier 2013

Demande de soutien aux communes

Mesdames et Messieurs les élu-e-s municipaux,

Nous nous permettons de nous adresser à votre commune au sujet d'une question qui nous concerne tous et qui a déjà suscité l'engagement d'un certain nombre de communes, y compris en Suisse romande. Il s'agit de notre:

Recours contre l'autorisation d'exploitation illimitée de la centrale nucléaire de Mühleberg

La vieille centrale nucléaire de Mühleberg, située non loin de la ville de Berne et âgée de plus de 40 ans (mise en service officielle le 6 novembre 1972), a reçu en décembre 2009 du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC) une autorisation d'exploitation illimitée. Dans un délai d'un mois, une association locale et 113 habitant-e-s des zones de sécurité 1 et 2 ont déposé un recours contre cette autorisation au Tribunal administratif fédéral (TAF).

Début 2010, une association a été créée sous le nom de « Mühleberg-Ver-fahren » pour soutenir les opposant-e-s. Elle soutient ces opposant-e-s financièrement, techniquement et juridiquement. En peu de temps y ont adhéré des particuliers, des politicien-n-es, des scientifiques, des ingénieur-e-s, des organisations, mais aussi des communes et villes.

Le TAF a accepté ce recours le 7 mars 2012. Il a cassé l'autorisation illimitée du DETEC et a ordonné une nouvelle autorisation jusqu'au 28 juin 2013 avec la condition qu'un nouveau concept de réhabilitation soit établi. (1)

Les Forces motrices bernoises (FMB), propriétaires de la centrale, ont immédiatement fait opposition au Tribunal fédéral à Lausanne contre cette décision du TAF.

Procédure pour l'annulation de l'autorisation d'exploitation.

Le 11 mars 2011 a eu lieu à Fukushima au Japon une immense catastrophe nucléaire. Plusieurs réacteurs ont subi des fusions du cœur nucléaire suivies d'énormes émanations de produits radioactifs dans l'environnement. Le réacteur de Mühleberg est du même type et de même provenance que les réacteurs de Fukushima. Ces réacteurs de la première génération ont des défauts similaires et c'est pour cette raison que notre institut de surveillance helvétique (IFSN) a été obligé d'ordonner la mise en oeuvre de mesures d'urgence. Mais la centrale de Mühleberg est restée en service, bien que plusieurs défauts ne soient pas corrigés, et que les mesures prévues n'aient pas été mises en oeuvre: il manque par exemple toujours la deuxième source de refroidissement.

Avec notre aide, après la catastrophe de Fukushima, les opposant-e-s ont demandé au DETEC l'arrêt immédiat de la centrale nucléaire de Mühleberg. Comme le DETEC n'a pas réagi les opposant-e-s ont déposé un deuxième recours au TAF. Le TAF a encore une fois donné raison aux opposant-e-s en juin 2012 et a dit que le DETEC aurait dû faire analyser et examiner la demande de l'arrêt par une institution neutre. (2) Cette décision a été elle aussi contestée par le DETEC et portée au Tribunal fédéral.

Les opposant-e-s ont gagné deux fois au tribunal, mais la centrale nucléaire de Mühleberg continue d'être exploitée et met en danger ses voisin-e-s directs, le canton et le pays. Un accident nucléaire ne connaît pas de frontières !

Pourquoi nous adressons-nous à vous ?

Les demandes d'exploitation des centrales nucléaires sont d'intérêt public. L'autorisation d'une exploitation illimitée émise par le DETEC a été délivrée sans enquête publique et sans un rapport usuel de sécurité. Même un contrôle par des expert-e-s neutres n'a pas été possible. Le travail de l'Inspectorat fédéral de sécurité nucléaire (IFSN), qui émet des directives pour l'exploitation des centrales nucléaires, qui les surveille et qui les évalue comme seule instance de sécurité, n'a pas été remis en question par le DETEC pendant la procédure d'autorisation. La possibilité d'intervention juridique n'a pas été donnée aux personnes et communes à l'extérieur de la zone 2. Cela malgré le fait qu'un accident nucléaire majeur concernerait toute la Suisse.

Les démarches entreprises par les citoyennes et citoyens concernés et soutenus par notre association ne sont quasiment pas supportables individuellement. Plusieurs centaines de pages de rapports techniques et juridiques au TAF et maintenant au TF ont coûté plus que 200 000 francs. C'est pour cette raison que nous avons besoin de votre soutien.

Nous vous demandons comme représentant-e-s de votre commune de soutenir les opposant-e-s légitimes des zones 1 et 2 financièrement et / ou d'adhérer à notre association. Cela donnera un signal contre la démarche antidémocratique des émissions d'autorisations d'exploitation de la centrale nucléaire de Mühleberg. Nous espérons pouvoir compter sur votre adhésion à notre association et être ainsi en mesure d'envisager ensemble d'autres démarches si nécessaire.

L'association n'a pas de cotisations. Tout soutien financier est volontaire et bienvenu. Le comité de l'association «Mühleberg-Ver-fahren» s'adresse par cette démarche aux villes et communes en Suisse et à l'étranger.

Les Villes de Genève, Lausanne, Bâle, Bienne, Berne, ainsi que les communes de Bottmingen, Onex, Renens, Vernier, Villarepos, Meikirch, Lamboing, Münchenbuchsee, Delémont, ainsi que différentes autres communes (3), plus que 70 associations en Suisse et à l'étranger et plus que 1000 particuliers-ères soutiennent notre association ou en sont membres. Des démarches envers d'autres villes et communes sont en cours.

Lors du recours contre l'autorisation illimitée du DETEC en juin 2008 déjà, plusieurs communes avaient fait recours: Cornaux, Cressier, Epsach, Radelfingen (zone 1 centrale de Mühleberg), Villarepos, Wohlen et Berne; de l'étranger sont parvenus des recours du Ministère des affaires européennes et internationales et du l'exécutif du Vorarlberg en Autriche.

Nous nous tenons volontiers à votre disposition afin de vous présenter personnellement notre association et pour tout complément d'information. Jürg Joss, président de l'association, se fera un plaisir de répondre à vos questions. Nous vous remercions de votre attention et vous adressons nos meilleures salutations.

Jürg Joss, président
 ☎ 079 330 06 6
 mühleberg@gmail.com

Adresse: Komitee Mühleberg-Ver-fahren/
 Comité Mühleberg-illimite-non
 Postfach 6307
 CH-3011 Bern

Informations sur l'association:

Statuts: www.muehleberg-ver-fahren.ch/Dokumente/2010_07_26_StatutenD.pdf

Membres individuel qui ont donné leur accord pour la publication de leurs noms:

www.muehleberg-ver-fahren.ch/index.php?seite=pmitglieder

Associations, organisations, communes et villes membres:

www.muehleberg-ver-fahren.ch/index.php?seite=omitglieder

Comité: www.muehleberg-ver-fahren.ch/index.php?seite=about

Communiqués de presse : www.muehleberg-ver-fahren.ch/index.php?seite=Aktuell

1. <http://www.bvger.ch/publiws/download?decisionId=b0745605-5f9b-49c5-8596-443fa16d826d>
2. <http://www.bvger.ch/publiws/download?decisionId=1db3771b-e302-49f5-9994-139894590ea3>
3. <http://www.atomschutzverband.ch>

MÜHLEBERG

La centrale nucléaire de Mühleberg continue d'être exploitée avec un arrêt de 4 jours en janvier pour réparer un condenseur et changer le joint d'une pompe de circulation.

Le Tribunal fédéral n'a pas encore donné une date pour le jugement, mais la limite fixée par le Tribunal administratif fédéral au 28 juin 2013 reste toujours valable.

Malheureusement, les coûts de ces démarches sont très élevés et nous demandons actuellement aux communes suisses de participer financièrement.

Le rapport d'expertise de l'agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) sur la centrale nucléaire de Mühleberg est sorti en janvier. Les critiques les plus importants sont les suivantes:

- changement d'équipe sans documentation de l'état du réacteur
- protocoles (checklist) non remplis
- formation continue sur site faible
- présence de la direction sur le site trop faible
- direction avançant trop souvent «notre standard» sans que celui-ci soit documenté
- fiches d'instruction locale pas à jour
- mesures correctives trop lentes
- équipes sans présence de deux pompiers formés 8 fois en 2012
- processus de sécurité ne correspondant pas aux règles de l'art
- 44 modifications ne sont pas encore terminées depuis 2009
- bâtiment de commande de secours protégé contre les risques extérieurs et bien connecté pour le contrôle commande, mais ne pouvant pas être habité à long terme par l'équipe de secours.

La liste fait peur, mais on continue comme si de rien n'était!!!



L'agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et l'inspection fédérale de sécurité nucléaire (IFSN) ne voient pas de raison pour arrêter la centrale. Ces manques sont mentionnés sous «suggestions» dans le rapport et cela montre bien l'esprit des «experts».

Le responsable de la centrale, M. Patrick Miazza, est muté à un autre poste des FMB (Forces motrices bernoises) et remplacé par M. Martin Saxer qui n'est pas physicien.

A cela il faut encore ajouter les manipulations dans les bilans des centrales nucléaires en Suisse (voir l'article de P. Vanek) pour cacher les vrais coûts du courant.

De plus, l'IFSN a été contrôlé par les experts de l'AIEA et n'envisage de ne réaliser que 16 des 25 recommandations et suggestions d'ici fin 2013.

Des problèmes existent aussi à Beznau, la plus ancienne centrale nucléaire en service du monde. Axpo, son exploitant, a annoncé avoir constaté une irrégularité sur une soudure à l'intérieur du couvercle du réacteur. Axpo a commandé de nouveaux couvercles pour les deux réacteurs de Beznau. Leur fabrication est très délicate et ils ne seront livrés qu'en 2014 au plus tôt. Ce changement de couvercles est une opération difficile, car il faut découper le bâtiment du réacteur, ce qui ne va pas de soi compte tenu des 40 ans du béton et de ses fers. En plus, selon AXPO, le concept d'alimentation de secours de la centrale nucléaire de Beznau sera renouvelé d'ici 2014. L'approvisionnement en électricité de cette centrale sera déconnecté de la centrale hydraulique de Beznau, car cette dernière va être rénovée et ne sera pas toujours disponible. Le point essentiel du nouvel approvisionnement autarcique sera composé des quatre générateurs diesel modernes qui seront installés dans deux nouveaux bâtiments. C'est probablement une mesure prise suite à la panne de démarrage du diesel de secours de la tranche 2 en août 2012. Tout cela montre aussi qu'AXPO est bien décidé à prolonger l'exploitation.

La NAGRA a elle aussi beaucoup problèmes avec le dépôt des déchets radioactifs. Selon un article d'un géologue dans le «Domaine Public» (n°21795), la terre des Alpes en Suisse bouge d'environ 1 à 2 mm par année. Pour un stockage de 100 000 ans, cela fait environ 150 mètres ! En outre, une thèse de doctorat de L. Esnault de l'université de Nancy (octobre 2010) démontre l'impact du facteur microbiologique sur la réactivité des matériaux argileux et métalliques tout en s'appuyant sur des paramètres de contrôle de l'activité bactérienne. La stabilité de stockage à long terme n'est pas garantie.

Malheureusement, on continue néanmoins d'exploiter les centrales nucléaires en Suisse en produisant toujours plus de déchets et en s'exposant toujours plus à un accident !

E. Weiss

NB: N'oubliez pas de réserver d'ors et déjà les 7 et 8 septembre 2013 pour la manif anti-nucléaire suisse dans la région de Kaiseraugst!

STRATÉGIE ÉNERGÉTIQUE 2050

Suite à sa décision de sortir du nucléaire, le Conseil Fédéral a lancé une consultation en septembre 2012 sur la stratégie énergétique 2050. Cette consultation s'adressait aux cantons, communes, partis politiques, associations et individus et était ouverte jusqu'au 31 janvier 2013. ContrAtom en a profité pour répondre sous deux formes: l'une directe et l'autre par le biais de l'alliance «Non au nucléaire» (ANNA) dont ContrAtom est membre. En résumé, cette consultation contient beaucoup d'informations et d'analyses et la nouvelle loi sur l'énergie (LEne) sera la base pour une politique énergétique. Mais, à notre avis, les objectifs manquent d'ambition. Le plus frappant est que la stratégie ne mentionne aucune date pour sortir du nucléaire. C'est trop facile d'être pour sortir du nucléaire sans fixer de date. Nous, ContrAtom et les organisations environnementales, sommes d'avis qu'il faut limiter l'exploitation d'une centrale nucléaire à 40 ans au maximum. Cela implique l'arrêt immédiat des centrales nucléaires de Beznau1, Beznau2 et Mühleberg, de même que l'arrêt de la centrale nucléaire de Gösgen en 2019 et de la centrale nucléaire de Leibstadt en 2024.



Un questionnaire était ajouté à la consultation. Voici nos réponses aux questions les plus importantes (le questionnaire rempli est sur notre site www.contratatom.ch sous actualités):

1. Etes-vous dans l'ensemble d'accord avec le projet mis en consultation concernant la Stratégie énergétique 2050?

Oui, avec remarques : Le projet est bon en principe, mais présente des défauts. La mise en place est beaucoup trop lente. Une limitation de la durée d'exploitation des centrales nucléaires à 40 ans est nécessaire. Efficacités électrique, photovoltaïque, hydraulique (très peu) et éoliennes devraient remplacer le manque d'électricité, éventuellement des unités de chaleur/force sont acceptables à titre transitoire.

3. Etes-vous d'accord de lier la sortie progressive du nucléaire au présent paquet de mesures?

Oui, avec remarques: Il manque au projet de loi LENU une date limite d'exploitation. Nous sommes d'avis que 40 ans d'exploitation d'une centrale nucléaire suffisent largement (prévue au départ pour une durée de 30 ans)!!

4. Etes-vous d'accord que l'octroi d'autorisations générales pour la construction de nouvelles centrales nucléaires soit interdit?

Oui

5. Etes-vous d'accord que la loi fixe des objectifs de développement pour la production d'électricité issue des énergies renouvelables et des objectifs de consommation?

Oui

6. Etes-vous d'accord avec l'introduction d'une planification commune de la Confédération et des cantons et d'un plan des potentiels de développement à l'échelle suisse pour le développement des énergies renouvelables?

Oui

Quelques prise de position sont déjà connues, par exemple Economiesuisse qui dit clairement NON à la nouvelle loi et joint une étude du professeur Egger (EPFZ) arrivant à la conclusion d'un impact massif sur le produit intérieur brut. Cependant, cette étude est basée sur l'année 2000 (prix et technologie) et ne tient pas compte de l'évolution de productivité des énergies renouvelable.

L'Etat de Genève a répondu entre autres:

«le gouvernement salue la décision du Conseil fédéral d'abandonner progressivement l'énergie nucléaire et de mettre en œuvre une nouvelle politique énergétique fondée sur l'efficacité énergétique et la promotion des énergies renouvelables. Il relève que les mesures proposées sont en accord avec les orientations de la politique énergétique cantonale. Par conséquent, le Conseil d'Etat approuve la stratégie énergétique 2050.

Enfin, le gouvernement souhaite que la date d'arrêt définitif des centrales nucléaires soit fixée pour donner un signal clair aux secteurs économiques afin qu'ils investissent sans plus attendre dans les énergies renouvelables. Il estime qu'avec la sortie planifiée du nucléaire, des moyens considérables pourront être investis dans des domaines prometteurs et d'avenir qui garantissent la sécurité de notre approvisionnement et favorisent notre économie dans l'un de ses domaines d'excellence.»

Le Conseil fédéral a prévu de répondre en automne 2013. A suivre.

E. Weiss

STOP BUGEY - STOP ICEDA

Vous vous souvenez qu'en début de l'année dernière, nous nous réjouissions de l'arrêt inespéré du chantier ICEDA (Installation de conditionnement et d'entreposage de déchets activé : en clair site de stockage de déchets nucléaires) au Bugey.

Cette installation était censée « conditionner » et permettre d'entreposer, à partir de fin 2013, des déchets issus du démantèlement de 9 réacteurs, soit le réacteur No 1 du Bugey, et ceux de Brennilis en Bretagne, St Laurent (centre), Chinon (centre), Chooz dans les Ardennes et l'ex Superphénix à Malville.

Arrêt du chantier

C'est le 6 janvier 2012 que la bonne nouvelle était tombée : EDF était contraint de suspendre les travaux de construction en cours suite à une décision du Tribunal administratif de Lyon qui annulait le permis de construire, car non conforme au plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de St Vulbas sur laquelle est implanté le site du Bugey. Ce plan d'urbanisation interdisait en effet les occupations du sol « non liées » aux activités de la centrale du Bugey.

Le PLU modifié

Or nous venons d'assister à un sérieux retour de manivelle : les autorités communales de St Vulbas qui étaient, dans un premier temps, opposées à l'entreposage de déchets au Bugey, ont retourné leur veste et ont approuvé, le 6 décembre dernier, une modification du Plan d'urbanisation qui doit permettre dorénavant la reprise de la construction d'ICEDA.

Recours déposé auprès de la mairie

Aux dernières nouvelles, les opposants, regroupés sous la bannière « Sortir du nucléaire-Bugey », viennent de déposer un recours auprès de la mairie de St Vulbas en faisant valoir que les délibérations du Conseil Municipal approuvant la révision du Plan local d'urbanisation de décembre 2012 étaient entachées d'irrégularités, dûment détaillées dans la requête. De ce fait l'association prie ledit conseil de retirer sa délibération d'approbation de la révision simplifiée du

PLU. Joint au téléphone, les opposants m'ont expliqué qu'en cas de refus du Conseil Municipal, ils envisageaient de déposer un deuxième recours, en justice cette fois.

Le Bugey, bombe à retardement

Mis à part le projet ICEDA, le site du Bugey en lui-même représente déjà un danger potentiel énorme pour toute la région de la Plaine de l'Ain, du Nord Isère et de l'agglomération lyonnaise, sans parler de Genève. Il s'agit des plus vieilles installations nucléaires de France après Fessenheim.

Le complexe du Bugey comprend 5 réacteurs dont un est à l'arrêt depuis 1994 et est à démanteler. Les 4 vieux réacteurs encore en service (33 et 34 ans) sont dangereux à plus d'un titre:

- La vétusté du matériel,
- la priorité donnée à l'économie plutôt qu'à la sûreté,
- le stress des travailleurs,
- la sous-traitance, les intérimaires peu qualifiés, ne font qu'accroître les risques d'accident.
- De plus, un fort séisme pourrait mettre à mal les installations qui ne peuvent être pleinement sécurisées.
- De même, une rupture du barrage du Vouglans (construit en 1963), en amont du Bugey, entraînerait immanquablement la rupture de trois barrages situés en aval, provoquant une vague destructrice qui inonderait le site sous plusieurs mètres d'eau. Or, le barrage du Vouglans a déjà montré des signes de fatigue et il doit être soumis à une surveillance constante!
- Par ailleurs, le barrage de Genissiat, sur le Rhône, est menacé par une faille géologique active et sa rupture provoquerait une onde de submersion qui arriverait à quelques centimètres du site, selon EDF, si ses calculs sont exacts!
- A cela s'ajoute des risques d'ordre technologique que représentent l'implantation sur la même commune que celle du Bugey de 3 entreprises de traitement de déchets toxiques, un stockage de gaz de 2 réservoirs de 1000m³ de propane et 3 réservoirs de 150m³ de butane, plus une centrale électrique à gaz. Le site du Bugey est implanté justement sous le vent de ces entreprises! (quel flip!)



- Pour compléter ce tableau peu rassurant, il faut mentionner la proximité de l'aéroport de Lyon avec de nombreux avions qui survolent le site nucléaire et on ne peut évidemment pas exclure la chute d'un de ces avions dont les conséquences seraient dramatiques.

Tous ces risques ne sont pas pris en compte par le lobby nucléaire et pourtant, un accident du type Fukushima conduirait à une situation catastrophique et ingérable au niveau sanitaire, humain et économique.

Pollution de l'eau: la nappe qui alimente à 95% le Grand Lyon serait contaminée

Pollution de l'air: les poussières radioactives disséminées par les vents sur la vallée du Rhône, le Jura, les Alpes et la Suisse contamineraient toute la région. Plus de 5 millions de personnes dont les habitants des agglomérations de Lyon, Genève, Chambéry, Grenoble, Saint-Etienne devraient être évacués et pour les plus proches, sans espoir de retour.

Coût fatal à l'économie: les productions agricoles provenant des terres contaminées seraient invendables; avec l'arrêt brutal des industries, des services et du tourisme, de nombreux emplois seraient supprimés et les biens immobiliers perdraient toute leur valeur. Aucune assurance ne dédommage évidemment ces préjudices!

Tchernobyl et Fukushima l'ont prouvé, avec le nucléaire le risque zéro n'existe pas et...surtout pas au Bugey! Comment comprendre alors qu'on envisage en plus d'y construire un dépôt de déchets radioactifs? La folie des hommes n'a donc aucune limite?

Pour résister, la coordination Stop-Bugey (www.stopbugey.org) s'est créée à l'été 2011. ContrAtom y

adhère car pour les antinucléaires genevois fermer les réacteurs du Bugey et de Mûhleberg sont des buts de même rang!

«Par delà les frontières, unis et solidaires contre le nucléaire!»

Anne-Cécile



FUKUSHIMA 2013, «L'ÎLE DU BONHEUR» SUITE ET PAS FIN, HÉLAS...

En septembre 2012, je vous narrais avec un style inimitable (ben voyons) l'évolution des événements à Fukushima, notre chère « Ile du bonheur », ou « Ile de la fortune » selon les traductions... Entre-temps, le Japon a changé de gouvernement, les libéraux (Parti libéral démocrate PLD) sont arrivés au pouvoir et ont immédiatement annoncé la relance du secteur nucléaire...

Promise par le nouveau Premier ministre pendant sa campagne, cette relance a enterré le programme de son prédécesseur, Yoshihiko Noda, qui voulait sortir le pays du nucléaire d'ici à 2040 et s'interdisait la construction de toute nouvelle centrale.



Dessin de Alex dans le journal La Liberté

Comme pour chacune de ces annonces-choc en matière de nucléaire sur la planète, il faut prendre un peu de recul et ne pas gober (n'est-ce pas M. Gobet?), ne pas gober d'entrée, disais-je, ce qui est souvent des effets d'annonce. En général, un gouvernement de droite fraîchement élu doit donner, c'est normal, des su-sucres en retour aux milieux économiques ayant favorisé son élection. Ne pas le faire serait très indélicat et nous ne pouvons que féliciter M. Shinzo Abe pour son savoir-vivre. En réalité, à part les Chinois qui ont le grand avantage d'avoir à la fois un système politique autoritaire, des travailleurs corvéables à merci et un budget d'Etat presque sans limite, trois facteurs très utiles voire même indispensables pour développer le nucléaire, peu nombreux sont les pays qui passent aux actes, heureusement. D'ailleurs, quelques jours après cette annonce, le Japon annonçait qu'il allait construire des éoliennes sur le site de... Fukushima...(1)

Comment expliquer des éoliennes à Fukushima?

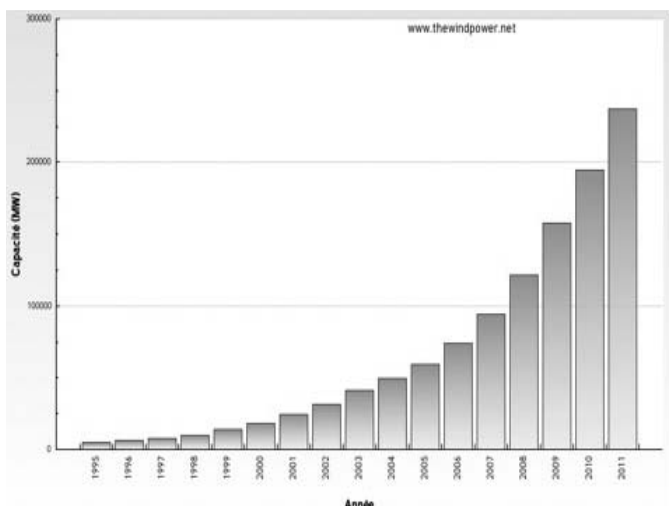
Soit le gouvernement japonais s'est très vite rendu compte que le nucléaire coûtait beaucoup trop cher pour un pays en pleine récession et qui va devoir affronter les coûts gigantesques de l'après-Fukushima...

Soit, c'est la catastrophe même de Fukushima qui, vu les circonstances, empêche d'imaginer une nouvelle centrale à cet endroit...

Soit un gouvernement même libéral sait calculer et sait qu'à l'heure actuelle, si on veut faire de l'argent, on construit de l'éolien (voir graphique ci-dessous) (2)...

Soit... je ne sais pas vous avez une meilleure idée peut-être, vous qui êtes si malin d'habitude ? Il faut savoir aussi que le développement de l'éolien faisait partie du mix énergétique demandé par le précédent gouvernement... Et que l'éolien étant l'industrie qui connaît la plus grande croissance dans le monde, elle est incontournable pour le Japon aussi. C'est peut-être nippon ni mauvais, mais c'est comme ça, un point c'est tout.

Illustration: Evolution des capacités mondiales en énergie éolienne



Source: http://www.thewindpower.net/statistics_world_fr.php

En fait, si on examine vraiment ce qui a été dit, comme le soulignent nos excellents confrères du non moins excellent journal Silence (3), le nouveau gouvernement libéral ne s'est engagé tout d'abord qu'à « remettre en état de fonctionner les réacteurs », dans un délai de trois ans, puis à redémarrer OU NON, ensuite les réacteurs, dossier par dossier... Rien n'est donc encore fait, et tout cela va coûter très très cher... Comme la soi-disant mise à niveau de notre très chère pouibelle de Mühleberg par exemple...

La terre tremble à nouveau...et Fukushima fuit toujours...

Rappelons également que le 7 décembre 2012, une nouvelle série de tremblements de terre de magnitude 7.3 s'est produite à 20 km au large du Japon, à la hauteur de Fukushima... Notons d'autre part que sur 100'000 personnes évacuées de la zone, 80 % rencontrent des problèmes de santé... (3) Le 15 décembre, le gouvernement japonais annonçait que la décontamination des zones évacuées pourrait prendre 30 ans (si les pronucs disent 30, il faut plutôt compter 60...) et coûterait au moins 15 milliards de dollars...(mettons 30 milliards, et encore je suis d'un naturel optimiste.) Or n'oublions pas (car ce serait dommage à notre âge) que ce sont des chiffres impossibles à tenir puisque la centrale CONTINUE à fuir et à polluer son environnement. Des centaines de litres d'eau radioactive continuent à sortir de la centrale, on ne sait pas ce qui se passe en-dessous, et de plus la radioactivité augmente dans certaines parties de la centrale même si on ne s'explique pas pourquoi...

Et enfin, qu'entend-on par décontamination ? Enlever et déplacer des millions de tonnes de terre pour les mettre ailleurs, vu qu'on ne peut la traiter et encore moins en faire quelque chose, sans parler des liquides qui se répandent avec encore plus de facilité... Est-ce que le Japon bénéficie de surfaces inhabitées sur lesquelles on pourrait stocker toutes les terres de Fukushima ?



Dessin de Alex dans le journal La Liberté

La terre... et la mer, qu'on voit danser le long des golfes clairs, a des reflets de césium, la mer?

Et bien la mer a beau diluer nos saloperies, certains signes montrent que tout cela va nous retomber sur le coin du nez un jour ou l'autre... Un exemple: du poisson a été pêché près de Fukushima à des fins de contrôle en janvier dernier (4). Ce brave animal nommé «murasoi» présentait un taux de contamination 2500 fois supérieur à la limite légale... Il avait en effet une quantité de césium radioactif de 254'000 becquerels par kilogramme alors que la limite est à 100bc/kg... Selon un autre Philippe, Philippe Favrelière qui écrit sur un site de pêcheurs (5) (pêcheur, repens-toi, comme on disait à l'époque), le nombre de poissons lourdement contaminés dans la région ne diminue pas, au contraire, il augmente... La liste des sortes de poissons contaminés s'allonge également. Les poissons de fonds sont les plus touchés: cabillaud, colin d'Alaska, plie, congre, sébaste... Vous allez me dire : pourquoi ils habitent là-bas au fond ces poissons, s'ils étaient moins cons ils iraient en surface, mais bon, allez expliquer ça à un cabillaud...

L'article de Philippe Favrelière rappelle que «Plus de 80% de la radioactivité émise par la centrale accidentée de Fukushima s'est retrouvée dans l'océan Pacifique, soit directement par écoulement des eaux contaminées soit indirectement en retombant au large» (5)

Et pour terminer sur une note plus joyeuse, rappelons qu'en 2011 déjà un pêcheur/journaliste, Abe Hiroto, qui mangeait du poisson de Fukushima et tenait une chronique régulière dans le journal «Rod & Reel» dans laquelle il soulignait que cela n'avait aucun danger...est mort d'une leucémie lymphoïde aiguë à l'âge de 24 ans. Maladie qui n'avait rien à voir avec la radioactivité, bien entendu!



Dessin de Alex dans le journal La Liberté avec un hommage à Katsushika Hokusai, peintre, dessinateur, graveur et auteur d'écrits populaires japonais

Et que coûterait un accident nucléaire en Europe?

En France, l'Institut national de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN), que l'on ne peut pas soupçonner d'anti-nucléarisme... vient de publier une étude (6) qui montre

qu'un accident trois fois moins important que Fukushima, et en zone rurale, coûterait 430 milliards d'euros, soit plus que le budget de l'Etat français et ferait 100'000 réfugiés. Les auteurs de l'étude se sont abstenus de situer l'hypothétique accident près d'une grande ville telle que Paris ou Lyon, on se demande pourquoi... D'autant plus qu'en Europe nous n'aurions pas l'Océan Pacifique qui a absorbé 80% des fuites de Fukushima... La plupart des centrales européennes sont situées le long des fleuves, comme nos plus grandes villes...

Philippe Gobet



1. <http://www.latribune.fr/green-business/l-actualite/20120307trib000686950/fukushima-veut-inventer-l-ecolien-en-mer-de-demain.html>
2. http://fr.wikipedia.org/wiki/Énergie_éolienne
«Une étude officielle américaine de janvier 2010 (NREL) constate le coût actuel moyen du kWh éolien terrestre : 5,5 c€/kWh, soit un chiffre moins élevé de 30 % que celui du nucléaire: 8,1 c€/kWh.»
3. Silence n°409, février 2013
4. Tribune de Genève, 19 janvier 2013
<http://www.tdg.ch/monde/Du-poisson-super-radioactif-peche-a-Fukushima/story/25394536?comments=1>
5. <http://aquaculture-aquablog.blogspot.ch/2012/10/fukushima-poisson-japon-cesium.html>
6. http://www.lemonde.fr/planete/article/2013/02/07/un-accident-nucleaire-du-type-de-fukushima-couterait-a-la-france-430-milliards-d-euros_1828154_3244.html

DANS LA MONTAGNE DES DÉCHETS NUCLÉAIRES

Les Etats-Unis creusent depuis trente ans Yucca mountain pour y stocker leurs déchets nucléaires.

Le Congrès des Etats-Unis décida en 1982 de stocker ces déchets en couches géologiques profondes à l'intérieur de Yucca mountain, une petite montagne aride située à 140 km au nord de Las Vegas. Le site de Yucca fût proposé aux autorités par le lobby de l'industrie nucléaire, le Comité américain de l'énergie nucléaire. Un essai rédigé par John d'Agatha, traduit en français, investigate les raisons qui ont amené le département de l'énergie des USA à interrompre ce projet en 2010.



Le transport des 77'000 tonnes de déchets américains actuels à Yucca mountain nécessiterait 108'000 convois qui traverseraient 31 Etats et 700 régions!

John d'Agatha décrit concrètement les enjeux du stockage des déchets nucléaires et notre incapacité à se projeter dans un temps plus grand que nous. Un panneau d'avertissement qui doit rester valable 10'000 ans! Surtout une montagne qui doit demeurer impénétrable durant la même période. Mais assurer la stabilité des galeries de Yucca Mountain sur une telle période est bien sûr impossible. Surtout John d'Agatha relate comment une montagne boiteuse est devenue le principal projet de stockage. Le congrès l'avait déclarée sèche, or, l'eau y ruisselle. En 1998 l'institut technologique de Californie révélait aussi que Yucca mountain se déforme «sismiquement dix fois plus vite qu'on ne l'avait imaginé.»

Malgré ce qui précède, en 2002 la chambre du sénat US adopte le projet du site de Yucca. L'industrie nucléaire ayant versé plus de 30 millions de dollars à différents sénateurs avant le vote.

Le sénateur du Nevada a finalement remporté son combat, le Département de l'énergie de l'administration Obama a interrompu le projet en mars 2010.

Actuellement dans l'attente d'un nouveau projet de stockage, les déchets sont mis en dépôts à proximité des centrales.

Sources: Echo Magazine 4 octobre 2012 dans la «Montagne des déchets» Et «Yucca Mountain» de John d'Agata, ISBN)



du photo-reporter italien Pierpaolo Mittica
«De Tchernobyl à Fukushima»

dans le foyer de St-Gervais Genève Le Théâtre
5 rue du Temple, Genève, du 13 au 28 mars 2013: mardi et jeudi 12h-18h, mercredi et vendredi 12h-19h30, samedi 16 mars 16h-18h.

Vernissage jeudi 7 mars à 17h en présence du Maire de Genève, M. Rémy Pagani et de Pierpaolo Mittica, et avec présentation du rapport «Actes du Forum Scientifique et Citoyen sur la Radioprotection – Genève, 12-13 mai 2012»

Organisée par le «Collectif Santé et Nucléaire IndependentWHO – pour l'indépendance de l'OMS» et St-Gervais Genève le Théâtre

Pierpaolo Mittica

est un photographe humaniste connu au niveau international. Il a obtenu de nombreuses distinctions.

Diplômé du CRAF (Centro di Ricerca e Archiviazione della Fotografia) en 1990, il a étudié avec Charles-Henri Favrod, Naomi Rosenblum et Walter Rosenblum. Il a photographié en Italie, Chine, Cuba, Vietnam, Bosnie, Kosovo, Serbie, Ukraine, Biélorussie, Inde, Indonésie, Bangladesh, Japon.

Ses photos ont été exposées en Europe et aux États Unis et publiées par des quotidiens et revues italiennes et étrangères, parmi lesquelles l'Espresso, Alias del Manifesto, Photomagazine, Daylight Magazine.

“De Tchernobyl à Fukushima”

L'exposition “Chernobyl l'eredità nascosta” (Tchernobyl, l'héritage dissimulé) de Pierpaolo Mittica a été choisie en 2006 par le Chernobyl National Museum de Kiev en Ukraine comme exposition officielle pour la 20ème commémoration du désastre de Tchernobyl. Un livre tiré de cette exposition a été édité en Espagne, au Royaume-Uni, au Japon et en Italie (ces trois dernières éditions avec une préface de Naomi Rosenblum et des textes de Rosalie Bertell et Wladimir Tchertkoff). Un nouveau livre “Fukushima No-Go Zone” vient de paraître aux éditions Aldenia Edizioni, Italie.

L'exposition est accompagnée de textes tirés des reportages du photographe. Elle a lieu dans le cadre des manifestations qui entourent la date du 11 mars, anniversaire de la catastrophe de Fukushima.

Commémoration à l'occasion du 2ème anniversaire de la catastrophe de Fukushima

Paris

samedi 9 mars, 13h30: chaîne humaine dans les rues de Paris – 18 lieux de rendez-vous. Il s'agit d'encercler les lieux de pouvoir. La délégation de ContrAtom prendra place dans la chaîne sur le parvis de la Gare de Lyon. www.chainehumaine.org

Berne

samedi 9 mars 13h: rassemblement silencieux à la Münsterplatz. www.greenpeace.ch

Genève

lundi 11 mars 12h: rassemblement devant le Consulat du Japon, 82 rue de Lausanne, à l'appel de ContrAtom, Sortir du nucléaire, Pour une OMS indépendante, Greenpeace. **Un 2ème rendez-vous est donné vers 13h30** à la Vigie devant l'OMS

Divers

Dimanche 24 mars 21h: RTS2: émission d'Histoire Vivante « Tous aux abris » consacrée à la résistance antinucléaire en Suisse de 1945 à nos jours.

Mardi 23 avril de 11 à 17h: Place des Nations, journée internationale d'actions et d'échanges pour le désarmement nucléaire. Organisation: Coordination des Actions non violentes de l'Arche.

Commémoration pour le 27ème anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl

Genève

Vendredi 26 avril 18h: Place Neuve, manifestation antinucléaire organisée par ContrAtom.

A l'occasion de la fête du Travail

Genève

Mercredi 1er mai: ContrAtom prend place dans le cortège. Rendez-vous rue Necker à côté de la Brasserie Bagatelle à 14h45.

Des questions, des compléments d'info?

ContrAtom 022/740.46.12



JAB
1211 Genève 8
PP (Journal)
CH-1211
Genève 8

